

## Une grève réprimée dans le sang !

Les méthodes fascistes de répression violente du régime baasiste sont encore les bienvenues ; et c'est par elles que la nouvelle autorité irakienne répond aux revendications des travailleurs en Irak.

Alors que des milliers d'ouvriers de l'industrie textile, dans la cité irakienne de Kut, ont demandé la hausse de leurs primes de risque, qui sont pour l'heure triviales et sans rapport avec le danger réel que les travailleurs encourent dans ce secteur où les normes de sécurité ne sont pas respectées, la direction a recouru aux basses manœuvres, a menti et a menacé d'emprisonner les ouvriers et d'éliminer les militants.

Les ouvriers demandaient 12.000 dinars irakiens comme prime de risque, tandis que l'administration tentait d'en réduire le montant.

Les ouvriers ont organisé un rassemblement contre ces mesures et ont demandé au directeur quelle personne clef se cachait derrière la mauvaise conduite de l'administration. Ce directeur, en collaboration avec le gouverneur de la ville, a appelé des groupes armés pour en finir avec la protestation. Des groupes d'hommes

armés et masqués, prétendument des Gardes Nationaux, ont pillé le lieu, et ont commencé à tirer sur les travailleurs désarmés, blessant quatre ouvriers et arrêtant onze autres, qui ont été relâchés après interrogatoires.

**Les travailleurs répondront à cette répression par la généralisation de leur mouvement, pour imposer leurs revendications à l'autorité fantoche appuyée par l'occupation.**

De tels incidents se déroulent alors que le Ministère de l'Industrie, et sa récente circulaire, interdisent aux travailleurs l'établissement de leurs organisations syndicales et toute activité syndicale.

Au lieu d'être inculpé, le directeur, M. Abdulla

Alrawi, fut transféré au quartier général du Ministère. En supprimant les droits syndicaux en Irak, le ministère et l'actuelle autorité remettent au goût du jour les méthodes fascistes de terreur et de déni des libertés publiques de l'ancien régime, alors qu'ils abreuvent le peuple, dans le même temps, de bonnes paroles sur la démocratie et les élections.

Nous appelons les organisations syndicales, ouvrières, et des droits de l'homme, tout autour du monde, à soutenir les travailleurs en Irak et leur organisation, la Fédération des Syndicats et Conseils ouvriers en Irak (FSCO), qui est considérée comme illégitime et illégale par les autorités, qui tentent d'emprisonner ses activistes.

## L'union des chômeurs dénonce le siège de Falluja

Les derniers développements vécus par les villes irakiennes et les actes de mort et de destruction ont transformé les régions habitées en champs de bataille des deux composantes du terrorisme : les USA et l'islam politique.

Ces crimes de masse et ces destructions qui frappent tout ce qui est civil en Irak sont devenus le sceau et la caractéristique des agissements criminels des forces d'occupation américaines et de l'autorité irakienne, d'un côté et des groupes de l'islam politique, de l'autre. 100 000 civil-es irakiennes sont tombés-es victimes de cette guerre et ce nombre augmente quotidiennement, résultat de la barbarie des deux visages du terrorisme.

La perte de la sécurité, la perte de tous les services collectifs et sociaux, l'absence de droits civils et politiques, les enlèvements et arrestations arbitraires ainsi que les bombardements sauvages sont le principal résultat de cette guerre contre l'Irak qui a donné le feu vert aux groupes islamistes pour y importer la leur qu'ils menaient contre l'Amérique. La population irakienne a payé le prix de cette guerre réactionnaire, un premier pas dans l'édification d'un nouvel ordre mondial sur la région et dans le monde.

L'Union des chômeurs et des chômeuses condamne avec la plus grande vigueur ces crimes à l'encontre de l'Humanité et des droits civils et se dresse aux côtés des habitant-es de Falluja et des autres villes irakiennes, agissant activement à leur assistance et à l'envoi de tout ce qu'elle peut leur faire parvenir en aides. Elle condamne avec force les entraves à l'arrivée des secours et des aides à leurs destinataires et appelle les habitant-es de Falluja et des autres villes à prendre en main leur destin et leur libération en refusant et empêchant les actes terroristes qui frappent leurs lieux de vie et de travail et à la mobilisation populaire pour mettre un terme aux combats, faire revenir la vie et la sécurité

### P Sommaire P

**Une grève réprimée dans le sang – L'union des chômeurs dénonce le siège de Falluja, p. 1 – Bagdad : sanction contre des militants syndicaux – Sharanban : menace contre des militants de la FSCO – Nasiriyah : grève dans le textile, p. 2 – Témoignage de Mithal Khadm, détenue trois mois à Abu Ghrib – Une danseuse assassinée, p. 3 – Les élections doi-**

## Bagdad : sanctions contre des militants syndicaux

L'administration de la compagnie générale de l'industrie du coton à Bagdad a sanctionné les militants syndicaux Abdulhakim Rahim et Basim Kazim en les mutant de cette compagnie dans laquelle ils ont travaillé de longues années, et cela à cause de leurs activités de défense des travailleurs.

Abdulkarim avait demandé une investigation à propos d'un contrat d'une valeur de 101.000 dollars U.S. dont la livraison a été remise à plus tard, et dont le montant semblait incompatible avec les marchandises commandées. Il a ensuite participé au comité d'investigation, et a envoyé une plainte au Ministère du travail contre cet abus.

Mais l'administration l'a accusé d'exercer des activités syndicales sans la permission des autorités gouvernementales et a demandé l'intervention du gouvernement pour faire cesser cette violation de la législation anti-syndicale.

Cette décision de l'administration est permise par la récente recommandation du ministère du travail, qui remet totalement au goût du jour l'ancienne politique et les anciennes lois du régime de Saddam, qui empêchaient les ouvrier-es d'établir leurs propres syndicats, au même titre que les fonctionnaires. C'est une menace pour toutes celles et tous ceux qui veulent établir une organisation de travailleurs-es de n'importe quel type, et est en totale continuité avec la vieille politique du régime déchu.

## Sharaban (Bagdad) : Menace sur les militants ouvriers de la FSCO

Le gouverneur de Sharaban a fait circuler une note officielle à toutes les compagnies et usines de ce secteur de Bagdad pour empêcher les militant-es ouvrier-es de rejoindre la FSCO (Fédération des syndicats et conseils ouvriers). Il a rappelé que la seule fédération légale et officielle est IFTU (Fédération irakienne des syndicats) ; il veut contraindre les travailleurs-es à la rejoindre, et menace d'arrêter celles et ceux qui ont rallié la FSCO.

Il apparaît que ce gouverneur enfreint les conventions internationales sur la liberté syndicale, et spécialement les conventions 98 et 87 de l'O.I.T. qui précisent le droit des travailleurs-es d'établir leurs propres syndicats, et qui empêchent le gouvernement d'interférer en cette matière. Faire pression sur les travailleurs-es pour qu'ils rejoignent le syndicat unique est une vieille tradition du régime baasiste. Cela montre que ce gouverneur perpétue la politique fasciste de l'ancien régime.

La FSCO proteste officiellement contre cette politique fasciste et nous affirmerons que ce gouverneur doit être condamné, et non les militant-es ouvrier-es épris-es de liberté.

## Nassiriyah : grève à la centrale électrique

Les travailleurs de plusieurs secteurs industriels et des services sociaux ont lancé un mouvement pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Après les mouvements dans le secteur des boissons fraîches, du textile et de l'électricité, les travailleurs et travailleuses de la plus grande centrale électrique du pays ont lancé une grève pour obtenir également de meilleures conditions de vie et de travail. Ils demandent également l'amélioration des performances de la centrale, car les habitants de la ville souffrent de longues coupures de courant.

La classe ouvrière a déjà montré sa capacité à combattre les lois qui dénie le droit de grève et de rassemblement pour les travailleurs et travailleuses du secteur public. Ces lois mises en place par le régime baathiste sont toujours employées par l'administration actuelle chaque fois que les luttes ouvrières s'intensifient. La Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak soutient pleinement cette grève.



## Qu'est-ce que la Fédération des conseils ouvriers et syndicats ?

La Fédération des conseils ouvriers et syndicats d'Irak a été fondée en décembre 2003. Elle fédère des syndicats et des conseils ouvriers sur la base de l'auto-organisation. Nous nous appuyons sur quelque 500 délégué-es élu-es par leurs syndicats et conseils, implantés dans de nombreux secteurs professionnels.

Nous sommes bien implanté-es dans le Sud du pays, où nous comptons environ 10 000 membres et où nous continuons à nous développer. Nous venons d'ailleurs d'organiser ces jours-ci une conférence regroupant des dizaines de syndicats et conseils de la région de Bassora représentant les secteurs de l'énergie, du pétrole et du transport maritime principalement et c'est une femme, Kifah Hasn, qui vient d'être élue porte-parole.

C'est un pas important dans la structuration, la progression de notre force et la défense des droits des travailleurs-es. Nous nous heurtons évidemment aux forces d'occupation et à leur gouvernement fantoche, qui cherchent à nous faire taire. Ils ne veulent reconnaître, par exemple, qu'une seule fédération syndicale à leur botte et interdire toute autre expression.

Du syndicalisme à la farce électorale de janvier prochain, ceci s'inscrit dans une volonté globale d'interdire toute liberté d'expression et d'organisation et de réduire le champ politique aux seules milices religieuses et tribales soutenant l'occupation et le gouvernement provisoire.

(extrait d'une interview d'Amjad Al Jawhari par Madjid Picat publiée dans Rouge, à l'occasion du meeting organisé par Solidarité Irak le 26 novembre 2004)

## Témoignage de Mithal Kadhem, détenue trois mois à Abu Ghrib



Raflée chez elle dans le quartier de *Salhiye*, Mithal Kadhem a été libérée après qu'aucune charge n'est été retenue contre elle.

« C'était à l'aube du 26 février 2004, une unité américaine est descendue d'un

hélicoptère sur le toit de ma maison pour prendre position dans le quartier. Quand la porte de ma maison a explosé, j'ai eu le temps de voir que l'attaque était dirigée contre trois autres familles de mes voisins. 3 soldats étaient en train d'embarquer une d'entre elles, une femme et ses enfants, elle se faisait tabasser.

Quand à moi, j'ai été embarquée avec mon fils, ils m'ont menottée et mis un sac sur la tête ; plus tard, ils ont investi ma boutique, tout détruit et tout pillé. J'ai tout perdu, autour de 7 millions de dinars. Ma dignité a été brisée et rien ne soulage ce qui m'est arrivé. Quand bien même l'on me dédommagerait ou je récupérerais mes biens.

Mes enfants sont psychologiquement brisés, ma deuxième fille a scolairement complètement décroché. Quand à mon fils, ils ne l'ont arrêté que pour faire pression sur moi, ils l'ont confronté à moi alors que j'étais entravée avec un sac sur ma tête ; ils voulaient le convaincre que j'avais été membre de l'ancienne sûreté. Il a été au bord de craquer et d'y croire et ça a été le moment le plus dur de mon existence, que le doute s'empare de mon propre enfant ; qu'il doute de moi. Je lui criais : « pour t'élever, j'ai été boulangère, chauffeur de taxis... tu le sais ! ».

Quand ils n'ont plus eu besoin de lui, ils l'ont relâché. J'ai d'abord été transférée à l'aéroport où un médecin militaire m'a abusée pendant la fouille. Dans l'aéroport avant mon transfert à la prison, j'ai subi 12 interrogatoires ; nous étions cinq dans une cellule individuelle, toutes accusées d'atteinte à la sécurité nationale des Etats-Unis ; ils nous interdisaient de dormir ou alors quelques heures à l'aube. Je ne pouvais marcher nulle part, ils m'obligeaient à sourire, à grimper dans des endroits invraisemblables. En m'interrogeant, dans une pièce suffocante, ils m'étouffaient en me recouvrant sous plusieurs couvertures, en m'obligeant à me maintenir dans des positions intenable et douloureuses ; je leur criais de me laisser vivre. (...) j'ai un moment souffert de paralysie de mes membres. Je ne pensais pas que j'en ressortirais vivante et pourrais un jour témoigner ».



## Les organisations progressistes irakiennes ont besoin de notre soutien.

Vous pouvez soutenir l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, le Syndicat des chômeurs, la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, ou encore radio Ela al-Amman, en envoyant un chèque à l'ordre de l'Entraide, envoyé à « Solidarité Irak, 2 rue Colpin, 59000 Lille ».

Les dons permettent à ces organisations de se faire connaître et d'agir en Irak, d'organiser l'aide médicale et juridique dans les quartiers ouvriers et les camps de réfugiés, de mettre en place des centres d'accueil pour les femmes menacées de meurtres d'honneur, de disposer de leurs propres moyens de défense, de publier leur presse, etc.

L'Irak est un pays occupé, après trois guerres et douze années d'embargo. 70 % de la population est au chômage. Seule la solidarité internationaliste peut venir en aide à ces organisations.

## Meurtre d'une danseuse Hinadi, la danseuse d' « el-Portoqala » a été tuée par les islamistes



Hinadi, la danseuse du groupe « el-Portoqala » a été tuée par les islamistes qui ont visité sa famille, dans une ville du sud de l'Irak. Les groupes islamistes avaient placardé des photographies d'Hinadi, du chanteur Alaa Saad et d'autres membres d' « el-Portoqala », sur les murs, accompagnées d'appels au meurtre.

Immédiatement après que la chanson d' « el-Portoqala » soit sortie, les groupes islamiques ont tenté de tuer tous les membres du groupe.

Hidani, de son vrai nom Ghedaa Saad Hassan, est née en 1977. Son groupe chantait des chansons modernes, qui ont choqué certains islamistes les qualifiant de chansons pornographiques, libérales et contraires à la conservation de la société irakienne. Il s'agissait en fait de chansons et de clips dansants, et illustrant l'amour unissant hommes et femmes. Les supporters et les opposantes à celles-ci les voient comme des oeuvres osées et audacieuses, si l'on prend comme grille de lecture les valeurs réactionnaires et les traditions que les groupes islamistes tentent d'imposer à la société irakienne. Ces groupes voient dans « el-Portoqala », et dans sa tentative de s'éloigner de l'immobilisme traditionnel du chant mono-genre, une menace pour leur tentative de contrôler la société irakienne.

Plusieurs groupes islamiques ont lancé des menaces de mort contre ce groupe ; et notamment contre la danseuse Hinadi et le chanteur Alaa. Les membres restant du groupe furent forcés de quitter le pays, et habitent maintenant aux émirats arabes unis.

Hinadi a été tuée durant le mois du ramadan.

Contact : 06 82 18 08 55

# Les élections irakiennes doivent être boycottées !

## Population d'Irak !

Afin d'aller de l'avant dans leurs plans communs, d'imposer un état et un gouvernement religieux et ethnocentrique au peuple d'Irak et de continuer encore le cours actuel des événements - qui a poussé la société irakienne dans le développement du scénario noir et l'a transformée en terrain propice pour la course terroriste qui oppose l'Amérique et l'Islam politique - les U.S.A. et les forces islamiques et ethnocentriques pro-U.S.A. tentent d'organiser une tromperie sous le nom d'"élections".

Généralement, les élections libres peuvent être un cadre dans la lutte des masses pour leurs revendications et objectifs. Cependant, l'opération qui va être organisée en Irak est une tromperie, qui ne respecte pas les normes de bases afférentes aux élections. Car il se sent responsable et veut donner une occasion à la population et aux forces politiques d'intervenir et de s'occuper de leurs affaires propres au milieu de ce scénario noir, le Parti communiste-ouvrier d'Irak, en dépit de sa clarté sur l'essence véritable de ce projet, a posé ses conditions pour des élections libres et conscientes propres à décider du régime futur. Mais les forces qui sont à l'initiative de ces élections, en raison de leurs buts politiques, étaient peu disposées à écouter nos propositions, et à répondre aux exigences requises pour une intervention libre et consciente des populations.

Puisque la liberté politique illimitée et inconditionnelle d'informer la population de leur politique et de leur alternative, n'est pas garantie pour toutes les forces politiques ; puisque tous les partis qui participent aux élections qu'on nous propose n'ont pas des opportunités et des équipements égaux, notamment au niveau de l'accès aux médias ; et puisqu'il n'y a pas assez de temps pour toutes les partis pour défendre leur politique et leurs projets dans un climat libre et stable ; les gens n'ont pas l'opportunité de voter en connaissance de cause et en étant vraiment informés. En revanche, les forces islamiques et ethnocentriques réactionnaires, alliées avec l'Amérique, poussent la population à accepter cette mascarade, et veulent obtenir son consentement pour un projet politique dont on a déjà décidé qu'il lui serait imposé.

Puisqu'il n'est aucunement garanti que les masses pourront exprimer leurs votes librement pour leurs propres alternatives sans subir les menaces des milices religieuses et ethnocentriques, et puisque les mesures nécessaires pour des élections libres protégées du trucage ne peuvent être assurées en l'absence de la supervision d'une force neutre dans le conflit actuel en Irak, ce processus ne peut être protégé contre les violations de différents groupes. Par conséquent, quel que soit le résultat des élections, il ne représentera aucunement la population. Dans ces conditions dangereuses de manque total de sécurité, rien d'autre qu'une farce ne peut être organisée sous le nom d'élection.

Pour finir, la résolution de la question du Kurdistan irakien, liée à son histoire particulière et qui exige une issue politique, reste suspendue ; et puisque le peuple du Kurdistan n'a pas l'occasion de décider, lors d'un référendum, de la continuation de sa présence dans

l'Irak ou de sa séparation dans un état indépendant, ces élections revenant à entériner et à assumer l'annexion forcée du Kurdistan, celle-ci sera légitimée par la participation du peuple du Kurdistan. Les forces, qui sont derrière ce simulacre, ne prévoient en aucune manière la tenue d'élections libres et ne sont pas prêtes à accepter les résultats de telles élections. Tous leurs plans et objectifs se résument à ajouter une parcelle de légitimité à leurs

projets réactionnaires en faisant croire que les irakiennes les soutiennent. Personne ne peut soutenir que les conditions et le cadre nécessaires pour tenir des élections sont réunies actuellement. En plus de tous ces facteurs, l'absence d'un niveau minimum de sécurité pouvant assurer la participation même des masses aux élections indique que ces dernières ne sont qu'un canular. Tout cela prouve que la question du régime et du gouvernement dans la société irakienne, dans les circonstances présentes, ne sera pas résolue par des élections. La résolution de ce problème exige la montée en avant des larges masses du peuple autour d'une alternative communiste révolutionnaire, pour débarrasser la société des forces du scénario noir, et remettre le pouvoir législatif et l'administration dans les mains des masses elles-mêmes.

## Masses éprises de liberté !

Nous vous appelons à ne pas participer à ce jeu et à ne pas laisser ces forces utiliser votre consentement pour imposer leurs projets réactionnaires à la société. Tous les efforts des pôles qui participent à ces projets, que ce soit par de prétendues élections ou en usant de la violence, visent à imposer un état réactionnaire et fantoche, religieux, ethnocentrique et clanique, qui est en contradiction fondamentale avec les demandes, les aspirations du peuple épris d'égalité et à la recherche de liberté en Irak. Ces élections doivent être boycottées, et bien plus, elles doivent être contrecarrées, car elles sont un plan pour empêcher l'accession du peuple à la souveraineté. Ne participez pas à ces élections, boycotez-les et ne vous associez pas aux projets politiques de l'un ou de l'autre pôle de l'actuel conflit terroriste. Mobilisez votre force, avec le Parti communiste-ouvrier, pour contrecarrer ce canular et ce simulacre et pour arracher le pouvoir des mains des forces du scénario noir, pour reconstruire le pouvoir des masses. Organisez et unissez vos rangs autour de notre parti, pour établir un gouvernement laïque et non-ethnocentrique, basé sur la volonté des populations, et qui pourra satisfaire les revendications les plus pressantes de la société : la sécurité, le pain, la liberté et la reconstruction de la société civile. — **par le Comité central du Parti communiste-ouvrier en Irak**



Sit-in de l'Union des chômeurs en Irak face à l'armée US—juillet 2003